

## Les prisonniers oubliés de Birmanie

Traduction partielle du rapport de Human Rights Watch, *Burma's Forgotten Prisoners*  
<http://www.hrw.org/node/84743>

### Faits marquants sur les prisonniers politiques de Birmanie

- Depuis des années, les militants des droits humains et les citoyens s'exprimant sans détour contre l'État militaire sont régulièrement emprisonnés dans les prisons de Birmanie.
- Il existe 43 prisons où des militants politiques sont détenus en Birmanie et plus de 50 camps de travail où les prisonniers sont soumis aux travaux forcés.
- Depuis fin 2008, des séances à huis-clos et des tribunaux siégeant dans les prisons ont condamné plus de 300 militants, parmi lesquels des personnalités politiques, des défenseurs des droits humains, des militants du droit du travail, des artistes, des journalistes, des auteurs de blogs et des moines et nonnes bouddhistes, à de longues peines de prison. Certaines condamnations prononcées dépassaient cent ans.
- Les militants ont majoritairement été poursuivis en vertu des dispositions de l'archaïque Code pénal birman qui criminalise la libre expression, les manifestations pacifiques et la création d'organisations.
- La condamnation a représenté la seconde phase de mesures de coercition plus vastes qui ont commencé avec la brutale répression des manifestations pacifiques en août et septembre 2007. Les autorités ont arrêté un grand nombre de ces militants au cours des manifestations de 2007 ou immédiatement après, ou lors de rafles qui ont balayé Rangoon et d'autres villes de la Birmanie à la fin de 2007 et en 2008.
- Plus de 20 militants et journalistes de premier plan, parmi lesquels le comédien le plus célèbre de Birmanie, Zargana, ont été arrêtés pour avoir parlé des obstacles à l'aide humanitaire après le passage du cyclone Nargis, qui a frappé la Birmanie en mai 2008.
- Il y a actuellement plus de 2 100 prisonniers politiques en Birmanie, soit plus du double qu'au début de 2007.

## Les procès secrets de prisonniers politiques fin 2008

La Birmanie reste l'une des sociétés les plus répressives et les plus fermées au monde. Un cercle fantomatique de généraux qui se font appeler Conseil d'État pour la paix et le développement (SPDC) dirigent le pays sous une forme ou sous une autre depuis 1962. L'emprisonnement des citoyens pour leurs convictions politiques n'a rien de nouveau. La dissidente et prisonnière la plus célèbre de Birmanie, la lauréate du prix Nobel Aung San Suu Kyi, a passé la plupart du temps depuis 1989 en résidence surveillée à Rangoon. En mai 2009, les autorités ont arrêté Aung San Suu Kyi et l'ont transférée à la prison d'Insein, après l'intrusion indésirable d'un Américain qui aurait traversé un lac à la nage pour se rendre chez elle. Les autorités l'ont accusée de n'avoir pas respecté les conditions de son assignation à résidence, en vertu de la section 22 de la loi sur la protection de l'État de 1975. Le 11 août 2009, un tribunal pénal, qui siégeait à l'intérieur de la prison d'Insein, l'a condamnée à trois ans d'emprisonnement. Cette peine a été réduite à 18 mois d'assignation à résidence.

L'un des suppléants d'Aung San Suu Kyi, **U Tin Oo**, a vu son assignation à résidence prolongée d'une année supplémentaire le 12 février 2009. Il vit en résidence surveillée, tout comme Suu Kyi, depuis 2003, date à laquelle des malfrats pro-militaires ont tenté de les tuer tous les deux au cours d'une attaque dans le Nord de la Birmanie. En 2005, des militants, dont Hkun Tun Oo et ses collègues du Parti de la ligue des nationalités chans pour la démocratie (SNLDP), un parti politique, ont été condamnés à plus de 96 ans de prison. Cela a été la première fois que des peines de prison si outrageusement lourdes ont été prononcées contre des militants politiques de l'opposition.

Alors que la détention de Suu Kyi a suscité à juste titre un grand intérêt et une profonde inquiétude, une moindre attention a été prêtée à la génération entière de militants qui payent actuellement leur courage en purgeant de lourdes peines de prison dans des conditions cruelles.

**Zargana**, l'un des comédiens et acteurs les plus célèbres de Birmanie, est un opposant de longue date de l'État militaire qui est devenu ces dernières années un militant et un travailleur humanitaire très en vue qui vient en aide à de nombreux birmans victimes de la maladie ou de la pauvreté, encore plus marginalisés par les politiques de développement cupides des militaires.

**U Gambira** est un jeune moine bouddhiste qui a joué un rôle majeur au cours des manifestations de 2007, symbole d'un mécontentement généralisé de la jeunesse face au déclin du niveau de vie et à la répression exercée par les militaires.

**Su Su Nway**, une femme originaire du cœur de la campagne birmane, s'est élevée contre les autorités en 2005 après qu'elle ait été forcée à construire une route dans son village et jetée en prison pour avoir protesté. Elle est depuis devenue une militante du droit du travail parmi les plus audacieuses et les plus réputées pour son franc-parler.

**Min Ko Naing**, l'un des meneurs lors des manifestations conduites par les étudiants en 1988, est resté emprisonné de 1989 à 2004, la plupart du temps en isolement. Dès sa libération, lui et de nombreux autres militants de longue date ont créé la « Génération des Étudiants de 88 », un groupe qui a choisi de rester en Birmanie et de s'engager dans des manifestations pacifiques à l'encontre de l'État militaire afin de lancer un dialogue pour une réforme politique, économique et sociale.

Ces quatre personnes de premier plan représentent différents visages d'un défi lancé à l'État militaire et sont tous en prison aujourd'hui.

Ces dernières années, la répression en Birmanie s'est intensifiée parallèlement à des manœuvres orchestrées depuis longtemps, visant à renforcer l'État militaire au travers de réformes politiques symboliques et de la création d'une structure civile dévouée à l'armée. Au cours de la répression de septembre 2007, les forces de sécurité ont battu, arrêté arbitrairement, emprisonné et tué des moines et d'autres manifestants dans les rues de Rangoon. La police et des membres de mouvements paramilitaires en civil ont arrêté des milliers de participants aux manifestations pacifiques lors de rafles nocturnes dans les monastères et à leur domicile. Au moins 31 d'entre eux ont été tués. Dans les jours qui ont suivi, des centaines d'autres ont été battus, arrêtés arbitrairement et emprisonnés dans des lieux de détention improvisés, des postes de police et des prisons.

En mai 2008, en dépit du passage du cyclone Nargis qui a dévasté une grande partie du pays quelques jours plus tôt, le SPDC est passé à l'action par le biais d'un référendum constitutionnel largement dénoncé comme étant un simulacre par la communauté internationale. Human Rights Watch a décrit le durcissement par le gouvernement de restrictions déjà radicales concernant la liberté d'assemblée, d'association et les médias à l'approche du référendum.

Le référendum a représenté une nouvelle étape du processus de « démocratie disciplinée » lancé par le gouvernement après les élections pluralistes de 1990 qui ont infligé une défaite retentissante aux militaires et à leur parti privilégié. Dès lors, le SPDC a soigneusement orchestré son soi-disant processus démocratique afin de s'assurer que les militants politiques et les défenseurs des droits humains en seraient exclus en les emprisonnant, en les intimidant ou en les forçant à l'exil. Ce processus a pour but de convaincre la communauté internationale qu'un réel changement est en cours, alors que tout ce que prévoient les militaires est un État répressif inébranlable, affichant en façade une société civile contrôlée d'une main de fer.

En septembre 2008, le SPDC a libéré plus de 9 000 prisonniers pour détourner l'attention du premier anniversaire de la répression de 2007. Mais, sur ces 9 000 détenus, seuls huit étaient des prisonniers politiques et l'un d'entre eux a été de nouveau arrêté le jour suivant, avant d'être renvoyé en prison pour deux mois supplémentaires. Parmi les huit détenus se trouvait le prisonnier politique birman le plus âgé et l'un des plus anciens, **U Win Tin**, 78 ans, journaliste et militant politique, emprisonné à la célèbre prison d'Insein de Rangoon depuis 1989.

En février 2009, le SPDC a libéré plus de 6 000 prisonniers pour donner une preuve de sa coopération lors de la visite du Rapporteur spécial des Nations Unies, M. Tomas Ojea Quintana, concernant la situation des droits humains en Birmanie. Selon les estimations, seuls 31 d'entre eux étaient des militants politiques, parmi lesquels un grand nombre se trouvait déjà en prison avant les manifestations de 2007.

À partir du début du mois d'octobre 2008, le gouvernement militaire a sanctionné un large échantillon de dissidents et d'acteurs de la société civile birmane. Le SPDC a organisé des procès secrets pour des centaines de militants, de membres du clergé bouddhiste et de militants des droits humains dans des prisons et lors de séances à huis clos partout dans le pays. L'État de droit a été grossièrement défiguré par la manipulation militaire.

Les procès sont manifestement inéquitables pour ceux qui s'opposent au gouvernement militaire. Il n'existe pas d'indépendance judiciaire : les juges birmans travaillent au service du SPDC et doivent suivre les directives des militaires. Les avocats de la défense et les militants des droits humains disposent d'un temps ou d'opportunités réduits voire inexistantes pour organiser leur défense. Il leur est généralement interdit d'examiner les preuves du gouvernement. Il arrive que les preuves utilisées contre le prisonnier politique soient inventées de toutes pièces. Les avocats de la défense possèdent un accès

sévèrement contrôlé à leur client et ont déjà été emprisonnés pour avoir demandé à ce que les procès répondent aux normes élémentaires d'équité et de justice.

Il est souvent interdit aux familles des prisonniers d'assister aux procès. Même s'ils parviennent à trouver où les membres de leur famille sont jugés et qu'ils peuvent se rendre sur place, les autorités interdisent l'accès aux salles d'audience.

Le gouvernement militaire applique des lois archaïques, à la formulation imprécise, qui criminalisent la libre expression, les manifestations pacifiques et la création d'organisations. Les fondements du Code pénal birman, qui datent de la période coloniale, n'ont pas changé depuis 1861, à l'instar d'autres lois de coercition anciennes héritées du passé.

Avant le début du procès, le client rencontre son avocat pour discuter de l'affaire et pour qu'il l'avise. Ces rencontres se passent habituellement dans les lieux de détention provisoire de la police, où les prisonniers politiques sont transférés lorsqu'ils doivent être jugés. Des officiers de police et des membres de la Branche spéciale sont présents et assistent à ces rencontres ; il n'y a donc aucune possibilité pour le client et son avocat de discuter de l'affaire en privé. Une fois le procès commencé, le juge, les avocats de l'accusation, les procureurs et les témoins à charge suivent les instructions du SPDC.

—Saw Kyaw Kyaw Min, un avocat représentant des militants politiques, a été accusé d'outrage à magistrat et a fui la Birmanie en décembre 2008.

De nombreux militants ont été accusés en vertu de la section 505 (b) du Code pénal, qui interdit la création, la publication et la diffusion de « toute déclaration, toute rumeur ou tout rapport (...) pouvant provoquer la peur ou l'affolement de la population ou d'une partie de la population et par lesquels toute personne pourrait être poussée à se rendre coupable d'un délit contre l'État ou l'ordre public. » D'autres accusations régulièrement avancées incluent la dégradation d'un lieu de culte avec intention de porter atteinte à la religion, diffamation à l'encontre de puissances étrangères, déclarations poussant la population à commettre des méfaits, association illicite et possession de monnaie étrangère sans autorisation. Le gouvernement a accusé de nombreux militants, journalistes, moines et étudiants d'être des « terroristes » et d'avoir stocké des explosifs et des armes dans des monastères. Pour une liste mise à jour des prisonniers politiques et des accusations veuillez cliquer sur : <http://www.aappb.org/prisoners1.html>.

## **Que peut faire la communauté internationale ?**

La pression internationale peut être extrêmement efficace pour obtenir la libération de prisonniers politiques. Il est nécessaire que les partenaires internationaux de la Birmanie utilisent leur influence pour apporter leur soutien aux droits humains et appeler à la libération des défenseurs des droits humains, des journalistes et des militants emprisonnés à tort.

Les gouvernements sensibilisés au problème, les organismes régionaux et les institutions internationales devraient demander instamment aux autorités birmanes la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques. Lors de leur visite en Birmanie, les délégués étrangers devraient insister pour rencontrer individuellement les militants politiques birmans en prison pour solliciter leurs points de vue et montrer leur soutien à leur travail considérable et courageux.

Le gouvernement birman doit faire preuve d'un engagement en faveur des droits humains en permettant à la société civile de fonctionner. Dans leur poursuite de dialogue avec les autorités birmanes, que ce soit à propos de l'assistance qui a suivi le passage du cyclone, de l'aide humanitaire, des développements politiques aboutissant aux élections de 2010, ou plus généralement des droits humains, les gouvernements sensibilisés, les organismes régionaux et les institutions internationales devraient consulter les militants de la société civile, en particulier les défenseurs des droits humains birmans, et ce de manière ininterrompue, afin de garantir que les politiques reflètent et abordent leurs inquiétudes. La libération de prisonniers politiques devrait être une condition préalable à un engagement avec le SPDC vers des réformes politiques. Human Rights Watch croit fermement que la libération de prisonniers politiques devrait être un critère de levée des sanctions financières ciblées imposées par les pays opposés à la Birmanie. Les actions de sensibilisation auprès des États qui continuent de s'engager aux côtés du gouvernement militaire, tels que la Chine, la Russie, l'Inde et les pays de l'Asie du Sud-Est est tout particulièrement important si l'on souhaite que les sanctions soient efficaces.

La Chine, la Russie, l'Inde et les pays de l'Asie du Sud-Est devraient clairement indiquer aux autorités militaires birmanes qu'un véritable processus de réforme politique doit inclure la participation active d'une société plus largement représentée. Les dirigeants militaires de la Birmanie ont essayé d'étouffer les activités d'une large catégorie de personnes : des défenseurs des droits humains, des journalistes indépendants, des membres du clergé bouddhiste, des militants humanitaires et des membres de l'opposition politique. La

libération des prisonniers politiques devrait être la composante centrale de tous les dialogues bilatéraux, des accords commerciaux et énergétiques pour tous les États traitant avec le gouvernement birman.

## Comment pouvez-vous agir ?

Human Rights Watch n'oubliera jamais les milliers de militants politiques dans les prisons de Birmanie et vous ne devriez pas les oublier non plus. Chacun dans le monde peut participer pour obtenir la libération de ces personnes de principes et de courage, en faisant en sorte qu'elles ne tombent pas dans l'oubli. En diffusant de l'information au sein de votre communauté vous pouvez aider à atteindre les décideurs et à les influencer pour qu'ils fassent le nécessaire. Voici quelques suggestions d'actions à mener :

- Donnez un visage et un nom à ceux qui sont dans les prisons birmanes, en faisant du cas d'un prisonnier votre cause. Par exemple :
  - Contactez les syndicats pour utiliser leur influence afin d'attirer l'attention du public sur la détresse des militants birmans, en particuliers les militants du droit du travail tels que Su Su Nway.
  - Demandez à des comédiens de créer des histoires drôles et des sketches en l'honneur du comédien birman emprisonné, Zargana.
  - Demandez aux mouvements religieux d'évoquer la situation désespérée des moines, tels qu'U Gambira, et des nonnes emprisonnées en Birmanie pendant les cérémonies et les événements religieux.
  - Demandez à des groupes d'étudiants au lycée où à l'université d'organiser des événements afin de sensibiliser le public à la cause des prisonniers politiques birmans, en particulier les anciens dirigeants étudiants comme Min Ko Naing.
- Sensibilisez les hommes politiques au niveau local et régional au sort des prisonniers politiques.
- Envoyez des lettres, des courriels et des pétitions aux représentants du gouvernement et aux dirigeants des pays qui apportent leur soutien aux militaires birmans, tels que la Chine, la Russie et l'Inde.
- Exhortez-les à demander la libération de tous les prisonniers politiques de Birmanie.
- Écrivez au Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, en lui demandant de faire pression sur le gouvernement militaire de Birmanie pour la libération de tous les prisonniers politiques birmans.
- Rédigez des articles d'opinion pour un journal local sur la situation désespérée dans laquelle se trouvent les prisonniers politiques en Birmanie et appelez les stations de



radio pour évoquer la détresse des personnes emprisonnées comme Zargana, Su Su Nway, U Gambira et Min Ko Naing.

- Diffusez de l'information et apportez votre soutien aux droits humains en Birmanie au travers des réseaux sociaux et du militantisme sur Internet par le biais de médias tels qu'AVAAZ, Twitter et Facebook.
- Écrivez aux entreprises travaillant en Birmanie en les exhortant à intervenir auprès du Conseil d'état pour la paix et le développement (SPDC) afin de garantir la libération de tous les prisonniers politiques birmans et la fin des procès inéquitables et secrets.
- Attirez l'attention du public sur la détresse des personnes emprisonnées pour leurs activités pacifiques en prenant la parole lors d'événements sur le thème de l'absence de liberté d'expression en Birmanie.
- Distribuez des brochures d'information (comme celle que vous êtes en train de lire).
- Aidez les familles des prisonniers politiques en faisant un don aux organisations qui leur viennent en aide, telles que l'Association pour l'assistance aux prisonniers politiques birmans (AAPPB). De telles organisations permettent à des milliers de personnes de se nourrir, de se loger et d'aller à l'école. Vous pouvez également aider à financer les recherches sur la situation dramatique des prisonniers birmans en faisant un don à Human Rights Watch.
- Avant tout, informez-vous et informez les autres, peu importe leur nombre.

Ces actions, simples mais fortes, sont régulièrement refusées aux citoyens de Birmanie. Les personnes décrites dans ce rapport ont été emprisonnées uniquement pour avoir tenté de les mener dans leur pays.

Pour plus d'informations, veuillez suivre le lien : <http://www.hrw.org/free-burmas-prisoners>.